

Nouveaux Cahiers du socialisme

Les hauts et les bas de Québec inc.

Pierre Beaulne

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Number 24, Fall 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94029ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaulne, P. (2020). Les hauts et les bas de Québec inc. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 14–23.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les hauts et les bas de Québec inc.

Pierre Beaulne

Économiste retraité de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

L'élection d'un gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) en octobre 2018, composé à 43 % de députées issus du monde des affaires, ramène à l'avant-scène un acteur majeur de la vie collective qu'on connaît sous l'appellation de *Québec inc.* Cette classe d'affaires mise au monde par la Révolution tranquille s'est pour un temps accommodée du projet d'émancipation politique, sociale et économique élaboré à l'époque. Cependant, dans les années 1990, cette nouvelle classe sociale s'est ralliée à la mondialisation néolibérale, ce qui ne l'a pas empêchée de solliciter le soutien de l'État pour promouvoir ses intérêts. Aujourd'hui, Québec inc. se retrouve avec les nationalistes autonomistes, la bourgeoisie régionale et une partie des classes moyennes précarisées.

L'âge d'or : les années 1960-1970

Historiquement subordonné au capital britannique et américain au Canada, le capital canadien-français s'est recomposé à compter des années 1960, à l'initiative des grands commis de l'État, pour se constituer en capital québécois épousant les contours de cette formation sociale. Pour reprendre le concept de Marx, cela traduisait l'évolution d'une classe en soi vers une classe pour soi, c'est-à-dire consciente de ses intérêts propres. Délaissant les secteurs traditionnels comme le meuble, le vêtement ou l'imprimerie, cette classe s'est orientée vers des industries plus modernes.

Au début des années 1960, les artisans de la Révolution tranquille ont tablé sur un interventionnisme poussé de l'État. En plus de la démocratisation de l'éducation et de la mise en place de systèmes publics de santé et de protection sociale, l'État s'est engagé dans la reprise du contrôle de l'économie, en agissant comme producteur direct, mais aussi en suscitant l'émergence d'entreprises privées capables d'affronter

les groupes canadiens-anglais ou étrangers dominants. Selon François L'Italien, on souhaitait susciter l'émergence d'une quasi-bourgeoisie qui puisse associer ses propres intérêts à la promotion d'un modèle québécois qui allait en retour lui offrir les moyens de son expansion¹.

Plusieurs sociétés d'État à vocation industrielle ou financière ont donc été créées, mettant en branle un processus de consolidation d'entreprises privées qui se prolongera dans les décennies suivantes.

- En 1963, la nationalisation de l'électricité a permis de développer en amont les grandes sociétés d'ingénierie comme SNC et Lavalin.
- En 1962 naît la Société générale de financement (SGF) pour développer l'auto-suffisance économique par le biais de participations au capital des entreprises.
- En 1965 est créée la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) alimentée par les contributions du nouveau régime public de rentes, le Régime des rentes du Québec, et éventuellement par les contributions des régimes de retraite et d'assurances publics et parapublics. La Caisse dispose d'un double mandat : faire fructifier les épargnes des déposants et promouvoir le développement économique. L'objectif de la Caisse était de casser le monopole de la bourgeoisie anglo-canadienne qui exerçait un chantage permanent sur le gouvernement quant au financement de ses activités.
- Plusieurs sociétés d'État sont mises en place pour appuyer des secteurs jugés stratégiques : Sidbec-Dosco dans le fer et l'acier, Soquip pour l'exploration pétrolière et gazière, Soquia dans l'agroalimentaire, Soquem, dans les mines, Rexfor dans la foresterie, et plus tard la Société nationale de l'amiante.

Des mouvements semblables de consolidation surviennent en parallèle dans les coopératives et le secteur bancaire.

- Plusieurs caisses d'épargne sont intégrées au Mouvement Desjardins.
- Dans l'agroalimentaire se forment de grands groupes comme la Coop fédérée et Agropur.
- Dans le secteur bancaire, il y a fusion de la Banque provinciale et de la Banque canadienne nationale pour devenir en 1979 la Banque Nationale du Canada (BNC).
- En 1987, la Banque d'Épargne devient la Banque Laurentienne du Canada (BLC).
- En 1979, Jacques Parizeau lance le Régime d'épargne actions rendant déductible

1 Voir Yves Bélanger, « Québec inc. : la dérive d'un modèle? », *Cahiers du CRISES*, n° ET9401, 1994; Pierre-Paul Proulx, « Le modèle québécois : origines, définition, fondements et adaptation au nouveau contexte économique et social », *Revue Interventions Économiques*, n° 29, 2002; François L'Italien, « Du Québec inc. au Québec Capital », *L'Action nationale*, vol. 104, n° 2, février 2014.

d'impôt l'achat d'actions dans les entreprises québécoises, d'où l'inscription en bourse de plusieurs PME qui ont prospéré par ce changement, telles Cascades, Jean-Coutu, Métro, Couche-Tard, Transcontinental, Cogeco, Canam Manac.

Enfin, à la suite de la récession de 1982, les centrales syndicales mettent sur pied des fonds de travailleurs (Fonds de solidarité FTQ en 1984 et Fondation CSN en 1987), dans le but de créer et de maintenir des emplois, en fournissant aux entreprises du capital de risque provenant de l'épargne-retraite des travailleurs et travailleuses moyennant des avantages fiscaux.

Dans l'ensemble, on peut dire que plusieurs des objectifs visés par les artisans de la Révolution tranquille ont été atteints sous les gouvernements Lesage, Johnson et Lévesque. En effet, une nouvelle classe d'affaires québécoise est parvenue grâce au soutien de l'État et du mouvement coopératif à constituer des entreprises de grande taille dans diverses branches industrielles, alimentant une pléiade de PME, le tout tricoté de participations croisées entre capitaux étatiques, privés, coopératifs et parasyndicaux.

Les années 1980 : le big bang du néolibéralisme

À compter des années 1980, l'environnement dans lequel se déploie le « modèle québécois » se transforme. Dans un contexte de turbulences économiques, l'adhésion des banques centrales au crédo monétariste et l'avènement des gouvernements Thatcher et Reagan impulsent la mise en oeuvre de politiques néolibérales de privatisation, de déréglementation, de décroïsonnement et de désintermédiation des activités financières, de libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux. Un peu partout dans les pays capitalistes, la fonction de l'État change, ce qui déteint sur le Québec.

Fin 1979, avec l'énoncé de politique économique *Bâtir le Québec* de Bernard Landry, le gouvernement péquiste affirme que la responsabilité d'assurer un développement économique suffisant incombe d'abord et avant tout au secteur privé, que l'État devrait soutenir par des politiques ciblées, tout en laissant tomber le contrôle des moyens de production. Quand la situation économique se dégrade à l'hiver 1981, la gestion brutale des contrecoups de la récession sur les finances publiques, dirigée particulièrement contre les employé·es du secteur public, fait voler en éclats la concertation. Le gouvernement péquiste exsangue survivra quelque temps avant d'être remplacé en 1985 par le deuxième gouvernement Bourassa.

C'est alors qu'émerge « l'État Provigo », à la suite de la publication en juin 1986 du rapport Gobeil sur l'organisation gouvernementale. Le président du Conseil du trésor, Paul Gobeil, issu de Provigo, estimait que « l'État doit être géré comme une business ». Certes, le premier ministre Bourassa n'a pas osé mettre en oeuvre la plupart des recommandations, mais le ton était donné. Le virage néolibéral devenait officiel.

Sous l'impulsion de Robert Bourassa, la Société générale de financement se transforme en planche de salut pour plusieurs canards boiteux : Marine industries, Manoir Richelieu, etc.

Si le « modèle québécois » fut malmené au cours de ces années, les institutions étatiques à vocation industrielle ou financière et la plupart des nouvelles entreprises créées dans la période précédente pour structurer Québec inc. ont continué sur leur erre d'aller. Certaines avancées ont même été réalisées, comme la création des Fonds de travailleurs, la construction des alumineries Alouette, Bécancour et Deschambault, et la consolidation de la distribution du gaz naturel sous contrôle québécois par Gaz Métropolitain.

L'ère de la mondialisation néolibérale

Les années 1990 ont marqué l'avènement de la mondialisation néolibérale sur la base de l'approfondissement des politiques mises en œuvre auparavant, mais aussi à la faveur des bouleversements géopolitiques et des progrès fulgurants des technologies de l'information et des communications.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, les pays du bloc soviétique intègrent le marché mondial, tout comme la Chine et l'Inde. La force ouvrière double et se heurte à la concurrence sur le marché mondial. La libéralisation du commerce, favorisée par les accords de libre-échange, entraîne un accroissement phénoménal du commerce et de l'intégration internationale de la production industrielle.

Un marché international intégré des capitaux, rendu possible par les nouvelles technologies, se met en place. N'importe qui peut désormais effectuer des placements n'importe où sur la planète et dans n'importe quel instrument financier. Cette libéralisation des mouvements de capitaux conduit à la financiarisation de l'économie, où la finance occupe une position dominante dans les rapports de production, affectant profondément la structure et la gouvernance des entreprises. L'hégémonie américaine, couplée à la financiarisation, crée des boucles de rétroaction aux effets non seulement quantitatifs, mais également qualitatifs et affectant les pratiques de production, de distribution et de consommation.

Les forces à l'œuvre sur le marché mondial entraînent un recentrage de l'économie canadienne sur les matières premières à cause de la demande internationale croissante (particulièrement pour le gaz et le pétrole de l'Ouest), ainsi que sur les industries financières florissantes à Toronto, elles-mêmes lourdement impliquées dans le financement des industries pétrolières.

Avec cette libéralisation, le capital canadien s'extériorise comme jamais, au point où le Canada devient un exportateur net de capitaux à compter de 2014. Quand les restrictions sur les placements de fonds de retraite à l'étranger sont levées, les

investisseurs institutionnels s'engouffrent dans la brèche. Constituée en 1997 à partir de rien, la caisse du Régime de pensions du Canada détient aujourd'hui des actifs de 410 milliards de dollars, dont seulement 15 % sont investis au Canada. La Caisse de dépôt et placement du Québec détient des actifs de 340 milliards de dollars dont le tiers au Canada et 20 % au Québec.

Le néolibéralisme pousse à la marchandisation de tout, y compris de l'éducation. Les entreprises s'articulent aux universités pour abaisser leurs coûts de recherche et développement : Chaire SNC-Lavalin de ceci, Chaire Power Corp de cela, et des dizaines d'autres dans tous les domaines².

Québec inc. en mode fusion et acquisition

Les entreprises québécoises subissent ces changements tout en y participant activement. Plusieurs commencent à déborder les frontières pour poursuivre leur expansion. La valse des fusions-acquisitions s'accélère.

- À compter des années 2000, la chaîne de quincailleries Rona prend de l'expansion dans les autres provinces.
- La chaîne Métro-Richelieu, en réaction à l'achat de Provigo par Loblaw, achète en Ontario la bannière Loeb en 1999, puis A&P Canada en 2005.
- Néanmoins, certaines entreprises se cassent les dents, comme Jean Coutu dans ses aventures aux États-Unis avec Rite Aid. L'entreprise finira par être achetée par Métro en 2017, imitant l'achat en 2013 de son concurrent Pharmaprix par la chaîne d'alimentation ontarienne Loblaw.
- Les institutions financières diversifient leurs actifs à l'étranger. La Banque Nationale achète la division canadienne de HSBC et la firme de conseillers Wellington West en 2011 ; la Banque Laurentienne achète le fiduciaire MRS en 2011 et la fiducie AGF ; La mutuelle SSQ avale l'assureur AXA, avant de fusionner avec l'autre grande mutuelle, La Capitale, en 2019 ; dans les assurances, l'Industrielle fusionne avec l'Alliance en 1987, avant de devenir iA Groupe financier en 2015.

Certaines entreprises québécoises deviennent des chefs de file internationaux, comme Bombardier, GardaWorld, Alimentation Couche-Tard. Un nouveau Québec inc. émerge, intéressé à rayonner à l'extérieur, comme le Cirque du Soleil, CGI, Génivar (WSP), Saputo, Aldo, Dollarama, Lassonde, Simons, Stingray, Moment Factory, Lightspeed, LeddarTech, et une pléiade de PME dans les biotechnologies, les industries culturelles, le numérique et autres technologies de pointe.

2 Eric Martin, *Regards sur la CAQ : le projet économique de François Legault*, blogue IRIS, 2011.

Entre-temps, les institutions financières s'activent pour appuyer la consolidation et l'internationalisation du capital québécois. Par exemple, la Caisse de dépôt aide la firme de services-conseils Génivar à prendre le contrôle de la firme britannique WSP. En 2012, la Caisse investit 1 milliard de dollars dans la compagnie d'informatique CGI lui permettant de prendre le contrôle de la firme britannique Logica. La Banque Laurentienne reçoit un coup de pouce financier de 100 millions de dollars pour l'acquisition d'AGF. En 2000, la Caisse de dépôt investit 3,2 milliards de dollars dans Québecor pour empêcher la prise de contrôle du câblodistributeur Vidéotron par Rogers, ce qui permet de mettre au monde le géant québécois du multimédia contrôlé par Pierre Karl Péladeau.

Les tribulations de la SGF

En 1998, le gouvernement de Lucien Bouchard restructure la Société générale de financement en y intégrant – pour mieux les dissoudre – les anciennes sociétés d'État à vocation industrielle : Rexfor, Soquem, Soquip et Soquia. Le nouveau patron, Claude Blanchet, qui avait dirigé le Fonds de solidarité de la FTQ, annonce un ambitieux plan quinquennal visant à attirer des investissements de 10 milliards de dollars (quatre fois plus que la moyenne des dix années précédentes). Malgré quelques succès, les plus gros projets avortent : Technodôme, une usine de semi-conducteurs de Mosel Vitelic, Magnola, une usine de récupération de magnésium de Noranda, et la papetière Gaspesia. En conséquence, la SGF perd 797 millions de dollars de 2001 à 2004.

À son arrivée au pouvoir en 2003, le gouvernement libéral ferme le robinet à la SGF qui connaît alors une baisse de régime. À la suite de la crise financière de 2008, cependant, la SGF renoue avec des déficits, qui grimpent à 932 millions de dollars. Finalement, fin 2010, le gouvernement regroupe ses deux principaux leviers économiques, la SGF et Investissement Québec, afin d'offrir un guichet unique aux entreprises désargentées. En somme, la politisation à outrance de la SGF l'a menée à sa perte.

Le virage d'Hydro-Québec

En 1996, Lucien « lucide » Bouchard avait comme vision de transformer le Québec en plaque tournante de l'énergie dans le Nord-Est du continent américain. Il nomme André Caillé, le PDG de Gaz Métropolitain, à la tête d'Hydro-Québec, qui concocte une stratégie pour faire en sorte que l'avenir énergétique du Québec passe par le gaz naturel, plutôt que par l'hydroélectricité et l'éolien. Hydro-Québec se porte acquéreur de Gaz Métropolitain par le biais de Noverco. La construction de grandes centrales hydroélectriques est stoppée tandis qu'on planifie la construction de 12 centrales au gaz naturel et, à Lévis, le projet de port méthanier Rabaska. Avec l'arrivée au pouvoir des libéraux en 2003, cette évolution s'accélère avec le projet de construction de la centrale au gaz du Suroît, un projet inutile et coûteux dont la mobilisation populaire aura finalement raison. Des 12 projets, il en est resté un : la centrale au gaz de

Bécancour qui a coûté 1,4 milliard de dollars à construire et qui a cessé de produire après un an. Comble de l'absurdité, cet éléphant blanc a déjà coûté 1,5 milliard de dollars sur dix ans en compensation au propriétaire TransCanada Energy pour ne rien produire.

En 2008, Caillé est nommé administrateur de Junex, une entreprise qui voulait exploiter le pétrole de l'île d'Anticosti, puis, en 2009, il devient président fondateur de l'Association pétrolière et gazière du Québec, et son ami Lucien Bouchard lui succède en 2011. Incidemment, Caillé voulait se présenter comme candidat conservateur en 2008, après s'être dit tenté par l'Action démocratique du Québec de Mario Dumont l'année précédente.

La fuite en avant des élites

Pour tirer parti de la forte augmentation de la demande des pays asiatiques pour les matières premières, le gouvernement de Jean Charest lance en grande pompe le Plan Nord en mai 2011. Ce projet pharaonique prévoit des investissements sur 25 ans de 80 milliards de dollars centrés sur le développement hydro-électrique et l'exploitation minière dans le Grand Nord, lesquels doivent être soutenus par Investissement Québec. Mais l'affaissement des prix des matières premières en 2014 porte un coup fatal à ce projet. Nemaska Lithium et Diamants Stornoway, auxquels des millions d'argent public sont consacrés, se placent sous la protection des tribunaux. Les projets d'exploitation de terres rares et de graphite sont reportés aux calendes grecques.

Dès son arrivée au pouvoir en 2012, l'éphémère gouvernement péquiste ferme l'unique centrale nucléaire, Gentilly-2. Il annule un prêt promis par les libéraux, ce qui entraîne la fermeture de la dernière mine d'amiante. L'année suivante, il met un point final au projet de port méthanier Rabaska. Ces initiatives sont plutôt bien accueillies dans la population. Après les cafouillages concernant l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste, cette filière tombe en discrédit. Par contre, le gouvernement Marois se tourne vers la construction d'une cimenterie ultrapolluante à Port-Daniel en Gaspésie, à l'initiative de la famille Beaudoin-Bombardier, et soutenue par Investissement Québec et la Caisse de dépôt. Face aux énormes dépassements de coûts, la Caisse vient à la rescousse en devenant l'actionnaire de contrôle en 2016. C'est finalement aux libéraux de Couillard que revient le douteux honneur d'inaugurer l'usine en 2017, non sans une injection supplémentaire de 450 millions de dollars par la Caisse de dépôt, au mépris des évaluations environnementales. L'ancien député « économique » de la CAQ, Christian Dubé, aujourd'hui président du Conseil du trésor³, ne cessait de critiquer le projet quand il était dans l'opposition. Il a changé son fusil d'épaule quand il est devenu vice-président de la Caisse de dépôt et responsable du dossier, tout comme l'a fait la CAQ quand elle a pris le pouvoir.

3 M. Dubé a été nommé ministre de la Santé et Services sociaux à la suite d'un remaniement ministériel le 22 juin 2020. (NdR)

De l'eau dans le gaz

L'attention se tourne maintenant vers le projet Énergie Saguenay de l'entreprise GNL Québec, qui vise à établir une usine de liquéfaction du gaz de fracturation provenant de l'Alberta, et la construction d'un terminal maritime sur le Saguenay pour acheminer le gaz liquéfié vers les marchés mondiaux. Un gazoduc de 750 km devrait être construit à travers la Mauricie et l'Abitibi pour se raccorder au réseau ontarien existant. Le gouvernement caquiste s'est montré favorable au projet, sans toutefois se commettre sur un financement public. Comme les entreprises, il refuse une évaluation environnementale globale. Pourtant, l'analyse du cycle de vie du projet, de l'extraction jusqu'à l'utilisation, indique qu'il engendrerait des émissions de plus de sept millions de tonnes de gaz à effet de serre par an. C'est plus du triple de celles de la cimenterie McInnis et l'équivalent de la réduction totale des émissions du Québec de 1990 à 2016. De quoi faire dérailler complètement l'atteinte des cibles de réduction des GES.

Le financement de ce projet n'est pas assuré, car il présente trop de risques sur les plans de la viabilité économique (prix trop bas, débouchés limités), des impacts environnementaux et des complications en rapport avec les droits des Premières Nations. Tout cela n'est pas sans rappeler les « embourbements » du pipeline Énergie Est de TransCanada et les confrontations récentes au sujet du projet Coastal GasLink, ce qui n'augure rien de bon pour l'avenir de GNL.

Les fleurons fanés

Au cours des années 2000, plusieurs sociétés québécoises ont fait l'objet d'acquisitions par de plus gros joueurs, de la bière aux forêts en passant par les mines, l'assurance, le multimédia ou les communications. Alcan est passée aux mains de Rio Tinto en 2004. Plus récemment, des fleurons de Québec inc. sont tombés aux mains de sociétés étrangères : le Cirque du Soleil, la chaîne de quincailleries Rona, les rôtisseries Saint-Hubert, les pharmacies Uniprix, la forestière Tembec, la multinationale de pneus Camso, le voyageur Transat A.T. La firme Louis Garneau Sports a déclaré faillite. Ce brassage est inhérent au processus d'internationalisation du capital. Certains n'y voient qu'une consolidation nécessaire, d'autres évoquent à juste titre la perte de contrôle, le déménagement des sièges sociaux et les pertes d'emplois.

Contrastant dans ce tableau, on note la récupération par la famille Dutil de l'entreprise beauceronne Canam, grâce à une association avec la Caisse de dépôt et le Fonds de solidarité de la FTQ.

Et puis, il y a l'implosion de Bombardier. Déjà en 2003, la famille Beaudoin-Bombardier avait détaché, à son avantage, la lucrative division des produits récréatifs. Plus récemment, l'avion C Series, dont les coûts ont lourdement grevé la dette de l'entreprise, a été cédé à Airbus. Les autres avions commerciaux ont également été vendus,

notamment à Mitsubishi. Enfin, la division ferroviaire a été achetée par Alstom, dans une opération financée en partie par la conversion des actions de la Caisse de dépôt en participation accrue dans la firme française. Comme le note Jean Robert Sansfaçon, « cette déconfiture de notre fleuron du transport marque un rapprochement certain de Québec inc. avec l'Europe dans les secteurs de pointe au moment où le voisin américain se fait plus protectionniste que jamais⁴ ».

Les défis d'adaptation de Québec inc.

L'effondrement de l'économie en mars 2020 dans le sillage de la pandémie de la COVID-19 a bouleversé la donne. En six semaines, le Québec a perdu 556 000 emplois. Le taux de chômage a grimpé à 17 %. Du jamais vu. Des pans entiers de l'économie se trouvent dévastés, et pour longtemps : commerce, transport aérien, services personnels, hébergement et hôtellerie, divertissement et événementiel. L'économie mettra du temps à s'en remettre. Québec inc., déjà amoché, subira d'autres reculs et aura fort à faire pour maintenir ses positions. Déjà certains fleurons sont tombés, comme le détaillant Aldo. D'autres suivront.

Pour leur permettre de tenir le coup un certain temps, le gouvernement Legault a rapidement fourni aux entreprises des prêts et des garanties de prêt à hauteur de 2,5 milliards de dollars, outre l'aide fédérale bien plus considérable qu'elles reçoivent. Une bonne partie de cette enveloppe serait destinée à Bombardier et au Cirque du Soleil. Surtout, pour relancer l'économie, le gouvernement a devancé les investissements dans la rénovation des établissements de santé et la réfection des routes, en bonifiant de 3 milliards de dollars le Plan québécois des infrastructures (PQI).

Malgré ce soutien public, plusieurs industries demeureront handicapées par les pratiques de distanciation sociale induites par la pandémie, en particulier le tourisme et les industries qui le nourrissent. L'aéronautique, qui occupe une place importante dans la structure industrielle québécoise, fait face à des perspectives très sombres pour plusieurs années. Ce qui reste de Bombardier, la fabrication d'avions d'affaires de luxe, est-il encore viable ? Avec la débâcle dans le secteur pétrolier, les perspectives du projet GNL s'assombrissent un peu plus.

Sous d'autres rapports, la présente crise offre à Québec inc. des occasions de rebondir. La crise a servi d'accélérateur pour des tendances déjà à l'oeuvre. Elle a favorisé l'extension des nouvelles technologies des communications, particulièrement dans les domaines du commerce ou du télétravail. Il pourrait en résulter une nouvelle vague d'entreprises en démarrage (*start-ups*). À l'opposé, l'expansion des GAFAM⁵ dans l'environnement numérique en progression met une pression croissante

4 Jean-Robert Sansfaçon, « Tout de même mieux qu'une faillite », *Le Devoir*, 18 février 2020.

5 GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft.

sur nombre de PME québécoises dans le commerce, les services, les communications. Pour Québec inc., les défis d'adaptation sont considérables.

Une conscience plus aigüe des avantages de la consommation de produits locaux émerge. Cela laisse de l'espace pour la substitution d'importations, notamment dans l'agroalimentaire et les équipements sanitaires. Au cours de la crise, les chaînes d'approvisionnement ont été altérées. Les entreprises devront réorganiser la gestion de ces chaînes d'approvisionnement pour que le « juste à temps » soit doublé du « juste au cas où », afin de s'assurer que le niveau des stocks en réserve soit suffisant. Autant de nouvelles occasions d'affaires.

La pandémie révèle aussi les grandes carences dans le dispositif de protection sociosanitaire. Le gouvernement a déjà annoncé l'accélération des investissements pour rénover les bâtiments. Il a aussi évoqué la possibilité de nationaliser les CHSLD⁶ privés. Des initiatives louables, sans doute, mais nettement insuffisantes. Une reconfiguration d'ensemble des soins et services aux personnes âgées et non autonomes s'impose. En outre, une planification sociale dans le domaine des approvisionnements paraît hautement souhaitable. Le moment serait propice pour mettre sur pied Pharma-Québec⁷.

Conclusion

Depuis le référendum de 1995, cette classe d'affaires appelée Québec inc. s'est graduellement détournée du projet politico-économique qui l'avait mise au monde, trouvant dans le néolibéralisme mondialisé une alternative pour la promotion de ses intérêts. Frustrée par la polarisation fédéraliste-souverainiste, elle a engendré, à l'instigation de la mouvance conservatrice incarnée par des figures emblématiques comme Lucien Bouchard et Charles Sirois, une formation politique au diapason de ses attentes. Le nouveau gouvernement de la CAQ se trouve subitement aux prises avec de formidables défis concernant le redressement d'une économie dévastée, la nécessaire réorganisation du système sociosanitaire et la transition vers une économie verte pour conjurer les crises climatique et écologique. Cela survient au moment où s'accroissent les tensions sur les finances publiques plombées par la crise. Et dans un contexte qui verra s'intensifier les différends avec le gouvernement fédéral, notamment à propos des transferts pour la santé. Alors qu'il faudrait une sorte de nouvelle révolution tranquille pour affronter ces défis, que vaudra et pourra faire un gouvernement provincialiste de gestionnaires pragmatiques issus du monde des affaires ?

6 CHSLD : centres d'hébergement et de soins de longue durée.

7 Un projet de Québec solidaire de régime d'assurance-médicaments public et universel. (NdR)